

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 14/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIÈRES LAFITTE SAS

Camy
64270 Bergouey-Viellenave

Références : DREAL/UBD40-64/D2026_
Code AIOT : 0005204573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement CARRIÈRES LAFITTE SAS implanté Camy 64270 Bergouey-Viellenave. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES LAFITTE SAS
- Camy 64270 Bergouey-Viellenave
- Code AIOT : 0005204573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières LAFITTE est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 4573/2016/013 du 30 mai 2016, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Bergouey-Viellenave, sur une superficie de 320 347 m², pour une durée de 30 ans. Cette autorisation arrivera à échéance le 30 mai 2046.

La production maximale autorisée de la carrière est de 550 000 tonnes par an. Cette activité est associée à une installation de concassage criblage des matériaux d'une puissance totale de 1 090 kW et à l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 4573/2019/021 du 18 novembre 2019 définit des prescriptions complémentaires pour l'installation d'un groupe mobile de traitement et la modification de prescriptions.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 4573/2025/17 du 6 mars 2025 définit des prescriptions complémentaires pour la modification du périmètre autorisé et la modification de prescriptions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production et durée	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 2.4	Sans objet
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 2.5	Sans objet
3	Mise en place des filtres visuels	AP Complémentaire du 18/11/2019, article 6.1	Sans objet
4	Stabilité de la fosse d'extraction	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.9	Sans objet
5	Stabilisation de la verse à stériles	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.10	Sans objet
6	Phasage prévisionnel	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.13	Sans objet
7	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 7	Sans objet
8	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8	Sans objet
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.2	Sans objet
10	Rejets des effluents	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.6	Sans objet
11	Retombées de poussières	AP Complémentaire du 18/11/2019, article 9.8-1	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.9	Sans objet
13	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.1	Sans objet
14	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.2	Sans objet
15	Bruits	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 11.1	Sans objet
16	Protection faune et flore	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 13.1	Sans objet
17	Constitution des	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	garanties financières	article 16	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dossier de porter à connaissance pour adapter la remise en état du talus et modifier les conditions d'exploitation a été déposé le 22 janvier 2025. L'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2025 acte les modifications demandées correspondant à l'évolution des travaux. Ce dossier et les nombreux travaux entrepris par l'exploitant ont permis de solutionner les problèmes d'instabilité que présentait le talus sud-est de la fouille. Les surveillances de la stabilité de la verse à stériles ainsi que de celle des fronts sont bien assurées par l'exploitant.

De plus, les différentes actions engagées par l'exploitant suite aux observations de l'inspection lors de la précédente visite semblent avoir contribué efficacement à une baisse de l'empoussièrement au vu des résultats des contrôles réalisés.

L'inspection des installations classées invite l'exploitant à poursuivre son effort dans la gestion globale de ses installations, notamment pour ce qui concerne les travaux de remise en état du site et la fin des travaux de mise en place des filtres visuels prévus à son arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production et durée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de production et durée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Le tonnage total de matériaux calcaire, flyschs et marnes à extraire est d'environ 13,4 millions de tonnes.</p> <p>La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 550 000 tonnes.</p> <p>L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation</p> <p>La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.3 doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois avant la fin de l'autorisation conformément à l'article R512-76 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'autorisation est accordée jusqu'au 30 mai 2046.</p> <p>La production déclarée pour 2024 est inférieure à la production maximale autorisée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.</p> <p>Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.</p> <p>Des mesures adaptées doivent être mises en œuvre contre la prolifération des espèces végétales invasives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux observations de l'inspection du 18 mars 2024, l'exploitant a présenté un plan de gestion des espèces végétales invasives daté du 17 juin 2024. L'inspection constate que deux espèces sont particulièrement ciblées : « l'Herbe de la pampa » et le « Buddleia de David » sur lesquelles l'exploitant mène une action depuis le mois de décembre 2023 pour endiguer leurs proliférations.</p> <p>Concernant les travaux de remise en état des talus de la partie sommitale de la carrière, des arbres ont été plantés en 2024 et 2025 sur environ 1/3 de la verse et un second tiers sera planté début 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mise en place des filtres visuels

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2019, article 6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place des filtres visuels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la première année de l'autorisation, l'exploitant procède au renforcement de la haie déjà présente en limite ouest du site. Cette nouvelle plantation sera réalisée sur au moins un rang supplémentaire.</p> <p>Dès que possible et au plus tard à la fin de la première phase des travaux, l'exploitant réalise les aménagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mise en place d'une haie de pré-verdissement en bordure ouest, sud-ouest et sud-est de la zone d'extension ; • À l'échéance de la deuxième phase de travaux soit au 30 mai 2026 : <ul style="list-style-type: none"> • une haie de pré-verdissement composée d'individus de 10 ans d'âge sera constituée en bordure sud-ouest de la zone d'extension ; • un boisement de feuillus sera planté dans l'angle sud sur une surface d'environ 1 ha. <p>Les haies seront réalisées sur au moins trois rangs en quinconce et disposeront d'une emprise d'au moins 5 mètres de large. La densité minimale de plantation sera d'un arbre tous les 5 mètres et d'un arbuste tous les 1,50 mètres.</p> <p>Les plantations seront faites avec des espèces locales pour favoriser l'intégration écologique, paysagère et visuelle, réparties de façon aléatoire.</p> <p>Un entretien et un arrosage des plantations est à prévoir durant les 3 premières années suivant les</p>

plantations.
Constats : Conformément aux observations de l'inspection du 18 mars 2024 et aux prescriptions de l'article 6.1 suscité, l'exploitant s'engage à ce que les travaux prescrits avec une échéance en fin de deuxième phase de travaux soient bien réalisés en 2026. Il précise que le boisement de feuillus prévu dans l'angle sud sur une surface d'environ 1 ha sera planté au milieu de la phase 3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stabilité de la fosse d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité de la fosse d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques. Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées
Constats : Le bilan annuel pour l'année 2024 de surveillance des fronts a été transmis à la DREAL le 3 mars 2025. Le bilan annuel pour l'année 2025 devra être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stabilisation de la verse à stériles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.10
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilisation de la verse à stériles
Prescription contrôlée : Dès la première phase quinquennale, l'exploitant réalise les travaux de stabilisation du versant est de la verse à stériles. Ces travaux consisteront à : <ul style="list-style-type: none"> fixer le pied de la verse sur le substratum ; réduire la hauteur du stockage sur la verse à la cote maximale de 85 mètres NGF, selon le phasage défini dans les plans joints en annexe ; rectifier la pente nord-est du talus afin que l'angle maximum ne dépasse pas 37 %; modeler le versant afin de favoriser l'écoulement des eaux pluviales ; mettre en place un drainage efficace en pied de verse ; collecter les eaux du drainage, assurer une décantation si nécessaire et évacuer ces eaux vers le Lauhirasse ; planter une haie arborée entre le pied du talus nord-est et le chemin rural. L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de la verse à stériles. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des

installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Le principe de stabilisation de la verse à stérile a été légèrement modifié selon les préconisations d'un géotechnicien. Un diagnostic géotechnique de type G5 a été établi par FONDASOL en février 2021, puis une expertise de la stabilité a été réalisée par la Direction Technique d'EUROVIA le 9 octobre 2023. Cette expertise conclue que les travaux réalisés rendent le massif plus stable. Le potentiel d'un glissement rapide avec des risques important d'atteinte aux personnes comme à l'environnement devient négligeable.</p> <p>Les travaux, en cours de finalisation, sont terminés sur la partie pied de verse. Les travaux restants concernant le retalutage de la seconde partie de la verse.</p> <p>Le rapport annuel pour l'année 2024 de la surveillance de la stabilité de la verse à stériles a été transmis à la DREAL le 3 mars 2025.</p> <p>Le bilan annuel pour l'année 2025 devra être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Phasage prévisionnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.13
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage prévisionnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en six phases comme décrite dans le dossier complémentaire du pétitionnaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux observations de l'inspection du 18 mars 2024, un porter à connaissance a été déposé le 22 janvier 2025. L'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mars 2025 acte les modifications demandées.</p> <p>L'exploitation actuelle se situe au niveau de la fin de la phase 2. La phase 3 des travaux devrait débuter courant de l'année 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.1 – Clôtures et accès</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au bord de la fouille en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées.</p> <p>Une bouée munie d'une touline de 30 mètres, est placée sur la berge du plan d'eau à des bassins de décantation.</p> <p>7.2 – Éloignement des excavations</p>

<p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.</p> <p>Ces distances d'éloignement des excavations ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.</p> <p>De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille à une distance horizontale telle que compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>Le sous-cavage est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux observations de l'inspection du 18 mars 2024, la clôture en pied de verse le long du chemin communal a été complétée et remise en état. Des panneaux signalant le danger ont été rajoutés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ; • les clôtures et panneaux de signalisation ; • les bords de la fouille et les talus ; • les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF) ; • les relevés bathymétriques ; • les zones en cours d'exploitation ; • les zones déjà exploitées non remises en état ; • les zones remises en état ; • la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article ci-dessus et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ; • les bornes visées à l'article 3.2 et le piquetage du périmètre d'exploitation ; • les pistes et voies de circulation ; • les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ; • les installations fixes de toute nature (basculles, locaux, installations de traitement...). <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Le plan d'exploitation annuel a été transmis à l'occasion du dépôt du porter à connaissance du 22 janvier 2025. Les surfaces S1, S2 et S3 sont précisées, comme demandé suite aux observations de l'inspection du 18 mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale où en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

- Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée ;
- Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'un bac étanche ou d'une couverture absorbante adaptée aux hydrocarbures ;
- Chaque équipement de travail mobile évoluant sur la zone d'extraction, doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures ;
- L'aire de distribution de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixant ou en produits absorbants appropriés, permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés dans des endroits visibles, facilement accessibles, proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre ;
- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
 - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
 - 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans toutefois être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses ;

- Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont

immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé ;
<ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Le dispositif de double enveloppe et d'alarme du réservoir enterré de carburant a été vérifié le 14 août 2025. Ce contrôle est valable pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 14 août 2030.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des effluents
Prescription contrôlée : 9.6.1 – Les eaux domestiques Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les dispositifs d'assainissement autonome, dont notamment l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBOS, ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer. 9.6.2 – Les eaux de ruissellement Afin de limiter les ruissellements sur les surfaces périphériques de la zone d'extraction, les eaux pluviales sont collectées par l'intermédiaire de fossés ou de drains, puis dirigées vers des bassins de décantation. Le rejet de chaque bassin de décantation est équipé d'un dispositif d'obturation. Les eaux de ruissellement rejetées dans le milieu naturel, ruisseau Le Lauhirasse, doivent respecter les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • pH compris entre 5,5 et 8,5 ; • température < 30 °C ; • matières en suspensions totales (MEST) < à 35 mg/l ; • demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125 mg/l ; • hydrocarbures < à 10 mg/l. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, en doit pas dépasser 100 mg Pt. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures : en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double des valeurs limites. 9.6.3 – Les eaux d'exhaure Les rejets d'exhaure doivent respecter les valeurs limites définies à l'article 9.6.2 ci-dessus. L'ouvrage de rejet doit être aménagé de manière à permettre une bonne diffusion dans le Lauhirasse et de réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur, aux abords du point de rejet. 9.6.4 – Les eaux souterraines L'exploitant met en place un réseau de surveillance de la qualité et du niveau des eaux souterraines, comportant au moins 3 piézomètres et le point de rejet des eaux d'exhaure. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et

leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

Deux fois par an (en périodes de basses eaux et en période de hautes eaux), des relevés du niveau piézométrique des eaux souterraines sont réalisés. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui sera signalée dans les meilleurs délais.

À l'issue de chaque année d'exploitation, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un état récapitulatif des résultats des mesures de suivi des eaux souterraines, accompagné d'un rapport d'un l'hydrogéologue indépendant présentant le bilan des impacts hydrologique de la carrière durant l'année écoulée et l'impact prévisionnel de l'année suivante.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le bilan annuel 2024 du suivi eau de la carrière. Il indique un volume de 1 891 900 m³ d'eau d'exhaure dont 8 653 m³ ont été utilisés pour l'abattage de poussière et un volume de 848 m³ d'eau potable.

1 883 247 m³ d'eau d'exhaure ont été rejetés dans le ruisseau le Lauhirasse du fait notamment à l'assèchement de la fouille réalisé en 2024 afin d'exploiter les fronts inférieurs de la carrière.

Le volume des rejets dans le Lauhirasse ne semblent toujours pas constituer un risque et contribuent à soutenir son débit en période d'étiage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Retombées de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2019, article 9.8-1

Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières

Prescription contrôlée :**9.8.1.1 : Plan de surveillance des émissions de poussières**

Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend :

- (a) au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ;
- (b) le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;
- (c) une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.

Le plan de surveillance est mis à jour en fonction de l'avancée de l'exploitation (localisation et nombre de jauges).

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

9.8.1.2 : Programme de surveillance des retombées atmosphériques

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires pour le contrôle des mesures et les modalités d'échantillonnage. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$. L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'art. 9.8.1.4 ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur ci-dessus et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'art. 9.8.1.4 ci-dessous, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

9.8.1.3 : Mise en place d'une station météorologique

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

9.8.1.4 : Bilan annuel des retombées atmosphériques

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des

installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : <p>Les mesures des retombées de poussières réalisées au cours de l'année 2024 ont été présentées à l'inspection. Les résultats des mesures ainsi que le bilan annuel 2024 ont été transmis à l'inspection. Leurs analyses indiquent un respect de l'objectif de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>Les différentes actions engagées par l'exploitant suite aux observations de l'inspection du 18 mars 2024 (amélioration du système d'arrosage, mise en place du Dumpo, système de lavage des roues en sortie de site) semblent avoir contribué efficacement à une baisse de l'empoussièrement au vu des résultats des contrôles réalisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 9.9
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <p>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits.</p> <p>Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis, valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.</p> <p>Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et installations, etc) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envois, des infiltrations dans le sol, des odeurs).</p> <p>Les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.</p> <p>Les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.</p> <p>Les déchets produits (déchets ménagers du personnel, chiffons, emballages divers), à l'exception des matériaux de découverte et les stériles, sont stockés dans de petits récipients et évacués selon une filière réglementaire.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur une aire de rétention étanche et à l'abri des eaux météoriques.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>Les déchets d'emballage de produits explosifs, sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne notable pour le voisinage ni de risque incendie pour le reste de l'installation, peuvent, après avoir été débarrassés des résidus de produits explosifs qu'ils pourraient contenir, être détruits à proximité du pas de tir. Une consigne détermine le mode opératoire et les moyens de protection du personnel.</p> <p>Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 3 ans.</p>
Constats : <p>Conformément aux observations de l'inspection du 18 mars 2024, les emballages des produits explosifs ne sont plus brûlés sur site. L'exploitant indique à l'inspection qu'ils sont désormais collectés par le prestataire Titanobel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : 10.1 – Dispositions générales 10.1.1 – Règles d'exploitation L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Ces dispositions portent notamment sur : <ul style="list-style-type: none">• la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;• l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;• la maintenance et la sous-traitance ;• l'approvisionnement en matériel et en matière ;• la formation et la définition des tâches du personnel. Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques, font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La norme NFX 08 003, relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité doit être appliquée conformément à l'arrêté ministériel du 4 août 1982 afin de signaler : <ul style="list-style-type: none">• les moyens de secours ;• les stockages présentant des risques ;• les boutons d'arrêt d'urgence ;• les diverses interdictions. 10.1.2 – Équipements importants pour la sécurité L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité. L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la surface à protéger. Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement. Les résultats de ces contrôles doivent être consignés sur un registre. Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par consignes écrites. 10.1.3 – Protection incendie Une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ , doit être implantée à moins de 200 mètres des cuves de carburant et des installations de traitement. Cette réserve doit répondre aux spécifications suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> • un emplacement de 4 m x 8 m au droit du raccord d'aspiration pour la mise en station de l'engin pompe, avec une signalisation adaptée pour réserver le stationnement aux engins des pompiers ; • l'accès et l'aire d'aspiration doit avoir une portance suffisante pour la circulation de poids lourds ; • la pérennité de la ressource doit être assurée (120 m³ minimum) ; • le pétitionnaire doit prendre contact avec le pôle gestion des risques du groupement territorial Est du SDIS 64 pour valider ces équipements.
Constats : Conformément à l'observation faite par l'inspection le 18 mars 2024, le panneau signalant l'accès à la réserve d'eau pour les pompiers a été changé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : 10.2 – Appareils à pression Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 et de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le justificatif de la vérification périodique du réservoir d'air comprimé du compresseur sur le dispositif des poussières du broyeur primaire, réalisé le 20 juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : 11.1.1 – Véhicules et engins Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. 11.1.2 – Appareils de communication L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. 11.1.3 – Niveaux acoustiques Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement de fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles. L'émergence résulte de la comparaison du niveau de bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (absence du bruit généré par l'établissement) tels que définis

<p>à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A), sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>11.1.4 – Contrôles</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores, dans les zones à émergence réglementée et en limite de propriété, doit être effectué dans un délai n'excédant pas 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté. Les résultats du contrôle sont adressés dans le mois qui suit à l'inspection des installations classées, accompagnés en tant que de besoin des commentaires et d'un programme de travaux acoustique, permettant de satisfaire aux prescriptions réglementaires susvisées. Un contrôle des niveaux sonores validera chaque étape de travaux d'aménagements acoustique.</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesurage des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, dans les zones à émergence réglementée et en limite de propriété. Ces mesures sont réalisées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.</p> <p>Un contrôle sera réalisé à l'issue de la troisième année. En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, la fréquence de ce contrôle pourra être portée à 3 ans en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des niveaux sonores a été réalisé le 19 février 2025.</p> <p>Les émergences sonores dans les ZER et les niveaux de bruits en limite de propriété sont conformes aux limites réglementaires.</p> <p>Le prochain contrôle devra être réalisé avant mars 2028.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Protection faune et flore

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 13.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection faune et flore</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant mettra en place les mesures de réductions d'impacts suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • création de plusieurs petites excavations ensoleillées collectant les eaux pluviales en bordure de site, favorable à accueillir des populations d'amphibiens ; • après la création des petites excavations et préalablement aux travaux de l'aménagement des pistes et comblement des ornières sur la verse à stériles, l'exploitant s'assurera ou procédera au déplacement des têtards d'Alyte accoucheur éventuellement présents en fin d'été ; • maintien de la trame arborée périphérique, notamment le bois de pente à l'est des installations de traitement et la bordure sud-est du projet ;

- coupe des arbres à réaliser en dehors de la période de nidification et de préférence entre octobre et novembre ;
- aménagement des bassins de décantation pour éviter la noyade de la petite faune.

Le suivi de l'efficacité des mesures de protection et de compensation pour la faune et la flore sera réalisé par un spécialiste du milieu naturel. Un bilan quinquennal des opérations menées au cours de la période, ainsi qu'un descriptif des actions prévues pour la période quinquennale à venir sera transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

Conformément aux observations de l'inspection du 18 mars 2024, l'exploitant a mis en place un plan d'action pour le suivi des préconisations du bilan du suivi des mesures ERC pour la faune et la flore réalisé par le CPIE Seignanx & Adour de 2022.

Des fiches actions ont été produites en mars 2024, mises à jour en avril 2025 et présentées à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution des garanties financières

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L.516-1 du code de l'environnement dans les conditions suivantes.

16.1 – Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement décrit au dossier de demande d'autorisation et tel que défini à l'article 6.13 et à l'article 15 du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la période considérée. Ce montant est fixé à [...]

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 16.3.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, et indiquer dans son article 2 le montant maximum du cautionnement correspondant à la période concernée par le cautionnement mentionné dans le tableau ci – dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, ce document est joint à la déclaration de début d'exploitation.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée dans le tableau ci-dessus en fonction de la période concernée. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

Constats :

L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement valide jusqu'au 29/05/2026 couvrant le montant actualisé des garanties financières défini dans l'arrêté préfectoral suscité.

L'exploitant indique que cet acte de cautionnement est actuellement en cours de renouvellement pour la phase 3 et qu'il sera transmis dans les délais réglementaires au préfet et à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite